

Journal du Nord

DIRECTRICE: MADAME VEUVE ALFRED REBOUX

Centre la froid

Nos Pantalons Rayés
Doublets fourrés
SEMI-ALTES - CUIR

avec
CHAMBRAS DOLLY
20, Rue de Lancy,
ROUBAIX

La plus grande choix
d'articles fourrés

Distribution de Jovets
sur Entrevue

Présentation des vêtements

Nos Chemises fourrées
en cuir et en drap

Nos Jupons en cuir
Noir - Jaune - Rouge

Nos Gilets Jersey
Pur laine

6 tailles: Blanc, Beige, Marine, Havane, Sable, Gris.

AUX
CHAMBRAS DOLLY
20, Rue de Lancy,
ROUBAIX T. G. 23-24

ABONNEMENTS

Nord et limitrophes.....	3 mois, 13.00; 6 mois, 26.00; 1 an, 50.00
France et Belgique.....	14.00; > 27.00; > 53.00
Union postale.....	22.00; > 43.00; > 82.00

REDACTION - ANNONCES

ABONNEMENTS

ROUBAIX : 71, Grande-Rue. Tél. 34 et 1006. Inter. 1199.

TOURCOING : 33, rue Carnot. Téléph. 87.

Chèques postaux : 87 Lille.

BILLET PARISIEN

Faut-il attendre la Conférence financière ?

(D'UN RÉDACTEUR SPÉCIAL)

PARIS, 7 JANVIER (Minuit).

Dans le discours de bienvenue qu'il a adressé aux délégués de la Conférence financière, M. Clémentel a rattaché l'œuvre que l'on va accomplir à Paris à celle que l'on a antérieurement accomplie à Londres, et a déclaré que le résultat obtenu permettait d'avoir confiance dans ceux qui en ont obtenu.

Cet optimisme s'impose dans les harangues officielles; on serait d'ailleurs mal venu à le critiquer, car si l'on n'avait foi dans le succès final, la persévérance dans l'effort deviendrait bien difficile. Il ne faudrait pourtant pas que l'optimisme tournât à l'illusion; ce serait se préparer d'avance à des déceptions.

Il est incontestable que l'adoption du plan Dawes a marqué un progrès sérieux dans le règlement des dettes de guerre, encore qu'il ait été acheté de notre part par des concessions dans certains domaines; mais, même avec cette réserve, le progrès accompli laisse intact le problème des dettes interalliées.

Pour être résolu, ce problème exigera que nous trouvions nos créanciers disposés à accepter des sacrifices équivalents à ceux que nous avons consentis à nos débiteurs. Rien ne prouve qu'il en soit ainsi et la seule fait que ce problème déceint ait dû être exclu des travaux de la conférence n'est que trop significatif à cet égard.

Il semble que nous nous trouvions en face d'une situation alternative. Ou la conférence finira l'optimisme affiché à son propos, mais ce sera au prix de son importance; elle se bornera à des détails, ne fera que tirer les conséquences pratiques des principes déjà adoptés; ou bien, si elle entreprend non pas sans doute officiellement, mais dans les pourparlers officieux qu'elle accompagnera, de rechercher une solution au seul problème qui jusqu'ici ait défrayé tous les efforts de conciliation, celui des dettes interalliées, elle se heurtera à des difficultés que toutes les informations s'accordent à montrer plus graves que jamais.

LES AFFAIRES D'ALLEMAGNE

Les difficultés des négociations économiques de Paris

Berlin, 7 janvier. — Les journaux libéraux déclarent que le retour à Berlin du secrétaire d'Etat, M. Trendelenburg, ne doit pas être interprété comme une rupture des pourparlers, son voyage a simplement un caractère d'information. Mais la presse estime d'autre part que la situation est de nouveau très grave.

Elle s'efforce d'attribuer les difficultés actuelles aux projets français d'un modus vivendi et au nouveau tarif douanier projeté par le gouvernement français, qui, prétendent les journaux, impose aux marchandises allemandes des taxes prohibitives.

Protestation officielle
contre le projet provisoire

Berlin, 7 janvier. — Une note officielle s'élève contre le projet de règlement provisoire des relations commerciales franco-allemandes présenté par la délégation française. Les Français s'efforcent d'y obtenir tout ce qu'ils désirent. Ils n'ont, cependant, contre-partie, que d'appliquer leur tarif minimum à un certain nombre de produits et leurs tarifs intermédiaires à d'autres produits qui ne sont même pas désignés, et, en pratique, les Français se réservent le droit de majorer leurs tarifs minima intermédiaires.

La question de Cologne

Berlin, 7 janvier. — Le « Lokal Anzeiger » croit savoir que la réponse du gouvernement allemand à la note des Alliés réclame des précisions sur les manquements reprochés à l'Allemagne.

M. Stresemann fera connaître aujourd'hui aux chefs de partis le point de vue du gouvernement allemand. La Commission du Reichstag pour les affaires étrangères sera convoquée dès que les renseignements demandés auront été fournis par les puissances alliées.

COMMENT ILS DESARMENT

Le lancement de leur premier navire de guerre depuis l'armistice

Berlin, 7 janvier. — Aujourd'hui aura lieu à Wilhelmshafen, le baptême et le lancement du premier navire de guerre construit depuis l'armistice pour le compte de la marine allemande.

Il s'agit d'un bâtiment de 6.000 tonnes d'artillerie, du calibre de 8 et 15 centimètres avec une vitesse de 29 nœuds marins à l'heure.

Le nouveau croiseur s'appellera « Emden ».

En fabriquant des canons Krupp

Londres, 7 janvier. — Le « Daily Mail » publie ce matin un long article de son correspondant à Berlin, sur les armements de l'Allemagne.

D'après ce correspondant, il a été établi que des munitions, des obusiers et des canons de campagne ont été envoyés de Westphalie en Hollande.

Krupp, qui a transformé plusieurs de ses usines, a pu rien faire pour diminuer sa production de matériel de guerre et continuer à fabriquer des canons.

LA REPUBLIQUE DE MONGOLIE N'A PAS ADHÉRE A L'UNION DES REPUBLIQUES SOVIÉTIQUES

Paris, 7 janvier. — L'ambassade des Soviets à Paris, communique une note ayant pour objet de dissuader l'information, selon laquelle la République de Mongolie aurait donné son adhésion à l'U.R.S.S.

La Conférence financière interalliée s'est ouverte à Paris

DANS SON DISCOURS D'OUVERTURE, M. CLEMENTEL CHOISI COMME PRESIDENT EXPRIME L'ESPOIR D'UNE SOLUTION UNANIME



M. CLEMENTEL
ministre français des Finances

Vers 14 h 45, les délégations ont commencé à arriver.

Après l'arrivée de M. Myron T. Herrick, ambassadeur des Etats-Unis, les délégations étant au complet, le séance a été ouverte dans la grande salle à manger du ministère des Affaires étrangères, par M. Clémentel, ministre des Finances, qui a prononcé le discours d'ouverture.

DISCOURS D'OUVERTURE DE M. CLEMENTEL

M. Clémentel offre aux délégués alliés les souhaits de bienvenue du gouvernement français.

Il exprime l'espoir que la Conférence trouvera une solution à leur problème, des solutions unanimes et qu'elle pourra compléter l'œuvre accomplie à Londres. Il y a quelques mois, l'accord avec l'Allemagne, un nouveau régime des réparations a été alors fixé; depuis notre débiteur commun, dit M. Clémentel, a jusqu'à ce jour, ponctuellement exécuté ses obligations. Mais divers éléments d'incertitude subsistent quant à la répartition des versements alloués entre les Etats créanciers. Il s'agit de substituer un règlement quelque peu durable à cette répartition provisoire qui comporte bien des incertitudes.

Les problèmes que soulève ce règlement sont complexes; mais, dit M. Clémentel, ils sont d'ordre relativement secondaire, comparés à l'accord fondamental que nous avons eu à réaliser à Londres.

Nous avons pu surmonter alors des obstacles autrement plus redoutables que ceux qui peuvent se dresser aujourd'hui devant nous.

La même volonté commune d'arriver à une entente, le même esprit de haute solidarité nous ont aidés, j'en suis convaincu, Messieurs; nous pourrions donc...



M. THEUNIS
chef de Gouvernement belge

LA PRESIDENCE EST CONFIEE A M. CLEMENTEL

Sur la proposition de M. Winston Churchill, chancelier de l'Echiquier, et, avec l'assentiment unanime des délégués, la présidence de la Conférence a été confiée à M. Clémentel, ministre des Finances de France.

UNE ALLOCUTION DE M. CHURCHILL

M. W. Churchill tient à affirmer l'accord de la délégation britannique avec les sentiments exprimés par le président. Il souligne le caractère technique du travail qui attend les délégués. L'intérêt que le public paraît prendre à cette réunion dans laquelle il met son espoir pour l'accomplissement d'une nouvelle phase de la reconstruction de l'Europe.

Le ministre anglais ne néglige cependant pas de déclarer que chacun doit défendre la cause de son pays.

Les délégués des autres puissances se sont tournés tour à tour associés aux paroles de confiance.

CE QUE M. LOUCHEUR PROPOSE AU PARLEMENT

LA CONSTRUCTION de 250 mille maisons ouvrières

Le 26 décembre dernier, devant la Chambre, M. Loucheur affirmait que « le travailleur, père de quatre ou cinq enfants, doit pouvoir devenir propriétaire d'une maison sans avoir rien à verser en capital ». C'est sur ce principe que l'éminent député du Nord établit le vaste programme de construction d'habitations qu'il propose au Parlement.

Avant d'exposer ce programme, M. Loucheur a tenu, dans son discours qui fut très applaudi des parlementaires, à montrer les conséquences néfastes de la crise de l'habitation. Cette crise, a-t-il dit, est l'une des causes les plus graves de la diminution de la natalité. Les statistiques sont, à ce sujet, d'une rare éloquence; elles prouvent que la mortalité est de beaucoup moins élevée dans les cités-jardins créées depuis la guerre et que les maisons insalubres, encore beaucoup trop nombreuses, sont l'obstacle le plus sérieux à la reproduction. C'est donc servir les intérêts du pays que d'offrir au travailleur un logis salubre et le meilleur moyen, c'est de l'en rendre propriétaire.

Malheureusement, les crédits affectés aux œuvres de construction d'habitations ouvrières sont totalement insuffisants et si, l'été prochain au plus tard, ces crédits ne sont pas augmentés, tout l'effort commencé dans ce sens sera arrêté.

Après avoir parlé des lois relatives à l'accession à la propriété pour les travailleurs, M. Loucheur a demandé au Gouvernement de faire voter le plus tôt possible par le Sénat la loi qui a été votée la Chambre le 9 avril 1924. Cette loi poursuit un triple but : 1° interdire l'abus du titre de société d'habitations à bon marché et d'en défendre l'usage aux groupements qui ne fonctionnent pas sous le contrôle du Gouvernement; 2° permettre l'évaluation du dividende de 4 à 6 0/0 pour les capitaux investis dans les sociétés de crédits immobiliers; 3° instituer un contrôle sérieux sur tous les organismes bénéficiaires des prêts.

Néanmoins, les résultats qui ont été obtenus par la promulgation de cette loi ne suffisent pas à M. Loucheur. En homme d'affaires, l'ancien ministre voit plus loin. Voici d'ailleurs comment s'établit son programme :

En France, environ 400.000 logements à loyer faible font encore défaut. Une proposition de loi déposée en 1920 par MM. Bonnevies et Loucheur et votée à l'unanimité par la Chambre, prévoyait la construction de 500.000 logements en dix années.

M. Loucheur projette aujourd'hui un chiffre beaucoup moins fort, et cela en raison du coût élevé de la main-d'œuvre et des matériaux. Il envisage seulement la construction de 250.000 maisons ouvrières, soit 25.000 par an. Ce projet demanderait une dépense globale de 750 millions, dont 500 pour le compte de l'Etat. Grâce à des emprunts destinés à couvrir cette dépense considérable et qui seraient effectués par les sociétés d'habitations elles-mêmes, la charge de l'Etat serait réduite à 30 millions pour la première année et s'accroîtrait chaque année d'une trentaine de millions pour atteindre, dans dix ans, 300 millions, somme qui peut facilement figurer dans un budget de plus de 32 milliards.

Après cet exposé, M. Loucheur a regretté l'erreur commise en ce qui concerne les habitations ouvrières; à savoir qu'on a facilité la création de maisons à bon marché sans imposer en même temps l'accession à la propriété. L'ouvrier et le paysan ne peuvent non seulement devenir propriétaires de leur maison, mais il est nécessaire également que ces maisons soient acquises sans insaisissables et même inaliénables, du moins pendant un certain délai.

Il relate à souhaiter qu'à sa prochaine rentrée, la Chambre vote à l'unanimité les intéressantes propositions de M. Loucheur et que la classe ouvrière se rende bien compte de ce projet tous les avantages qu'on en croit d'en attendre.

LA SITUATION POLITIQUE EN ITALIE

Une perquisition chez un franc-maçon influent fait découvrir une malle d'explosifs

Rome, 7 janvier. — Le « Messaggero » annonce qu'une perquisition a été effectuée aux environs de Pérouse, chez M. Bellucci, personnalité de la Franc-Maçonnerie, où on a trouvé dans un grenier, une malle contenant des bombes et des explosifs qui ont été envoyés à la direction de l'artillerie pour examen.

M. Bellucci aurait déclaré, dit « Le Messaggero », que la malle appartenait à une organisation actuellement hors de Pérouse. Quant à lui, il en ignore le contenu.

« Le Messaggero » entretient de nombreuses perquisitions à Foligno et aux environs de cette ville. En outre, un certain nombre d'arrestations ont été opérées.

« L'Impero » signale une série d'autres agressions contre les fascistes dans les régions d'Alexandrie, Milan, Venise.

UN COMLOT CONTRE LA MONARCHIE DÉJOUÉ

Rome, 7 janvier. — Le « Messaggero » raconte que la nuit dernière des perquisitions ont eu lieu à Ancone au siège de l'« Italia Libera » où ont été saisis des documents dont il résulte qu'un mouvement révolutionnaire était en préparation pour abattre non seulement le fascisme mais aussi la monarchie.

PROCHAINE SEANCE JEUDI A 17 HEURES

Le rapport des experts qui ont pris part à la conférence préparatoire n'étant pas encore distribué, la prochaine séance n'aura lieu que vers 17 heures.

Il est possible qu'en ce temps les premiers délégués des principales puissances représentées se rencontreront pour fixer le tableau de travail et élargir du programme de la conférence; toutes les questions sur lesquelles un accord est immédiatement réalisable.

LE PRESIDENT COOLIDGE ne veut pas lier la question des dettes avec celle du désarmement

Londres, 7 janvier. — Le correspondant du « Times » à Washington rapporte que le président Coolidge a déclaré que la question de la dette française n'avait aucun rapport avec la convention d'une conférence pour le désarmement et que les Etats-Unis ne pouvaient se joindre à une initiative d'une conférence analogue sous les auspices de la Société des Nations.

Promesses et Réalisations

Il paraît que c'est une excellente habitude pour le maître de maison, le constructeur et l'industriel de voir de temps en temps, à une époque fixe, comment marche la maison, le commerce, la firme. Et comme, toutes proportions gardées, le pays ressemble assez bien à ces trois choses, pour nous non plus, il n'est pas inutile, en ce début de janvier, de faire l'inventaire et d'établir le bilan des affaires de... France. Nous jetterons donc un coup d'œil rapide sur les derniers six mois écoulés.

La période à observer commence le 11 mai. A cette date, le Cartel des Gauches a pris en main les destinées du pays. Il y est parvenu en faisant, à ce pauvre pays, toujours dans l'état d'incertitude dans lequel l'ont jeté la guerre et l'après-guerre, les promesses les plus alléchantes, les plus mirobolantes. Ces promesses, le Cartel les a-t-il tenues?

Nos dirigeants actuels se sont fait fort d'apporter aux Français et aux nations la paix, cette paix réclamée à cor et à cri et si méritée. Or, nous voyons que, loin de réfléchir, la paix est moins stable et moins vraie que jamais.

La paix à l'intérieur? Dès le début de son règne, le Cartel a violé la Constitution en assignant M. Millerand de se retirer. Il menace les libérés religieux d'Alsace, songe à expulser les religieux qui ont versé leur sang pour la Patrie, tout en patronnant aux traités et en amnistiant les lâches et les déserteurs. Il disgracie les bons serviteurs, mais case ses amis. On prie le général Weygand de rentrer de la Pologne qu'il a libérée, on réhabilite le franc-maçon Sarraïl qu'on envoie dans la catholique Syrie. Voilà donc ce qu'on appelle établir la paix à l'intérieur; on lève les citoyens les uns contre les autres, on favorise l'injustice, on excite les haines.

La paix à l'extérieur? Elle ne veut guère mieux. On reconnaît les Soviets, demeure de désordres et de révolutions. Leur drapeau rouge, emblème d'émeute, flotte à Paris et se montre dans les rues au chant de l'Internationale. On menace de supprimer l'ambassade du Vatican, si nécessaire aux intérêts du pays. On est plein d'indulgence pour l'Allemagne soviétique et violente, libérée de l'occupation de la Ruhr, qui viole le Traité de Versailles, s'arme en cachette et prépare la revanche.

Le Cartel a promis la vie moins chère. Promesse encore, car nous voyons que tout, absolument tout, a augmenté. Le pain, qui valait 1 fr. 20, vaut 1 fr. 50. La livre sterling qui était à 68 fr. se fixe pour un moment autour de 87 fr. 50. Le 3 0/0 qui cotait 54, marque à peine 49,35; le 5 0/0 1920, qui s'échangeait à 85 fr. 30, trouve difficilement preneur à 68 fr. 50. Voilà quelques comparaisons significatives.

Les impôts ont-ils diminué? Les impôts augmentent sans cesse. Le double décime n'est pas aboli, mais il est maintenu et renforcé. L'impôt sur les salaires pèse plus lourd. La taxe sur le chiffre d'affaires est plus vivante que jamais. En un mot, pour 1925, ce sera deux milliards et demi d'impôts à payer en plus de ceux qui, nous disent-ils, ont été payés en 1924.

Les fonctionnaires auront 1.800 francs de plus par an! Ils auront un budget régulier voté en fin d'année et sans douzièmes provisoires! La politique financière sera sage, elle ne veut pas d'emprunt! Et voici: avec peine et beaucoup de retard, les fonctionnaires ont 500 francs. Le budget éfroyable de 35 milliards n'est pas voté; il est pas prêt; nous avons deux douzièmes, en attendant les autres; nous venons d'avoir un emprunt de 4 milliards et les gouvernements de rentes sont annoncés. Promesses toujours!

La conclusion: c'est que tout simplement on nous promet la lune et que quand on regarde ce qui a été fait, c'est un zéro qu'on aperçoit.

Aussi, ne vaudrait-il pas mieux moins de discours, moins de déclarations, moins de paroles, et un peu plus de réalité, un peu plus de vérité?

LES CHANGES

Mardi	Mercredi
Livre ... 88.80	88.23
Dollar ... 18.61	18.5225
Belgique. 92.525	92.5250

DETTES INTERALLIÉES

« Le peuple français ne comprendra jamais qu'on lui fasse payer les chemises de ses morts ni les obus qui ravagèrent les départements envahis... »

Parlant, dans l'« Echo de Paris », de la question des dettes interalliées, Fernand Lévain appelle à son tour la thèse souverainement juste de la solidarité intégrale des dépenses de la guerre pour la liberté du monde.

Cette question, dit Fernand Lévain, ne peut être réglée que par un moyen simple.

Si l'opinion américaine ne veut connaître que son droit et son droit tel qu'elle l'imagine, le débat est sans issue.

Les Etats-Unis sont entrés en guerre pour défendre leurs intérêts.

Dès lors, dans un règlement général, tous les sacrifices consentis par chacun des alliés doivent entrer en ligne de compte.

Devant le tableau de nos 1.500.000 tués et de nos régions dévastées, le peuple français ne comprendra jamais qu'on lui fasse payer les chemises de ses morts, les obus qui ravagèrent les départements, d'où l'ennemi devait être chassé.

LES ETATS-UNIS NE PARTICIPERAIENT PAS A UNE CONFERENCE DES DETTES EN MARS

Washington, 7 janvier. — En ce qui concerne les bruits selon lesquels M. Winston Churchill proposerait la convocation d'une conférence des dettes interalliées à Bruxelles au mois de mars, les Etats-Unis seraient invités. Les fonctionnaires du département d'Etat déclarent de nouveau que les Etats-Unis refuseraient catégoriquement de participer à la dite conférence.

LE PRESIDENT COOLIDGE ne veut pas lier la question des dettes avec celle du désarmement

Londres, 7 janvier. — Le correspondant du « Times » à Washington rapporte que le président Coolidge a déclaré que la question de la dette française n'avait aucun rapport avec la convention d'une conférence pour le désarmement et que les Etats-Unis ne pouvaient se joindre à une initiative d'une conférence analogue sous les auspices de la Société des Nations.

Voir, page 2, nos DÉPÊCHES de la DERNIÈRE HEURE.

Les Inondations

ON SIGNE UNE DÉCRUE GÉNÉRALE

Avec le beau temps des deux journées de mardi et de mercredi, la situation créée par les inondations s'est beaucoup améliorée. On signale de partout, aussi bien en Belgique qu'en France, une décrue générale. De ce fait, les routes qui étaient enrayées par les eaux deviennent peu à peu praticables et les maisons inondées sont peu à peu défrichées.



LES VUES TRISTESSES VUS D'UN QUARTIER DE CREZY-LEZ-LILLE (Pas-de-Calais)

de leur isolement. Néanmoins, de nombreux prés et champs cultivés sont encore recouverts d'eau.

Le chômage augmente

Outre les dégâts causés aux habitations ou usines, mobiliers, matériels atteints par les inondations, de nombreux cultivateurs dans toute la vallée de la Lys auront eu malheureusement largement leur part.

Armentières, la firme Dufour-Deren, a dû cesser de fonctionner complètement et le chômage qui n'était encore que partiel, est maintenant total. Le teinturier P. Delattre a dû faire de même.

Au quartier du Pont-de-Nieppe, une famille qui demeurait dans une maison saine, dans un terrain très bas, a dû être évacuée à l'aide d'une barque; elle s'y trouvant isolée, entourée d'une nappe d'eau de six mètres de hauteur.

DANS LES FLANDRES

La situation dans la journée de mardi est stationnaire, avec tendance à une légère dépression de la crue de la Lys, qui cotait mardi soir, à 5 h. 15, à Merville, 2m. 93.

Des gros dégâts sont survenus partout; la route de Vieu-Berquin au Douliet, est devenue complètement impraticable et la situation demeure angoissante pour de nombreuses exploitations agricoles entourées d'eau.

De nombreux silos de bettes sont emportés par les flots, et la perte est cruelle pour les cultivateurs.

Le sous-préfet d'Hazebrouck s'est rendu, lundi, dans la partie de l'arrondissement qui est la plus atteinte par les inondations. Au cours de ses visites à Merville, La Gorgue, Estaires, il a conféré avec les autorités locales.

DANS LA RÉGION

Partout la situation s'améliore

A WATTRELOS

Les prairies et les champs qui entourent le gazomètre de Wattrelos, situé non loin de l'Abattoir, donnent l'impression d'être un vaste étang. Fort heureusement depuis quelques jours la pluie a cessé de tomber sur les habitants, dont les maisons sont situées non loin de ces terres, submergées, constant avec satisfaction une baisse relativement sensible du niveau d'eau.

La route qui borde le gazomètre, semble devoir maintenant, échapper à l'inondation et aux tristes conséquences de ce redoutable fléau.

On signale également une grande amélioration, au hameau du Bas-Chemin, et à l'encore tout danger paraît écarté.

LA CRUE DE LA LYS

La situation dans la vallée de la Lys tend, elle aussi, de plus en plus à s'améliorer. La crue a baissé de 53 centimètres à Aire-sur-la-Lys, depuis mardi soir, et de 2 centimètres dans le bief d'Armentières, où le niveau continue à baisser lentement.

Les cotes relevées mercredi matin, à huit heures, à Merville et Bas-Saint-Maur, étaient respectivement de: amont + 0 m. 81; aval + 2 m. 95, et amont -1.1 m. 00; aval -1.2 m. 49.

DEUX ACCIDENTS A ERQUINGHEM

Une voiture versée dans l'eau

On signale deux accidents, peu graves heureusement, survenus à Erquinghem-Lys, du fait de l'inondation.

Dans l'après-midi de mardi, vers 16 h. 15, un habitant d'Erquinghem, M. Henri Mahieu, entrepreneur de peinture, est son attention attirée par des appels venant du côté de la rivière; il vit une voiture dans laquelle se trouvaient M. Strock, courtier à Steenwerck, et M. Deleostre, boucher à Erquinghem, qui venait de verser, et les deux personnes se débattaient dans l'eau qui débordait de la Lys.

Aux cris poussés par M. Mahieu, M. Léon Carpentier et M. Pierre Padie, mariés à bord du bateau l'« Notre-Dame-de-Lourdes », se précipitèrent au pont d'Erquinghem, se saisi en barque au secours des victimes et réussirent à les faire remonter sur le rivage.

Deleostre se trouvant épuisé et sans force d'intervention immédiate, ces personnes furent épuisées et ne furent sauvées que par l'arrivée d'un cycliste imprudemment entraîné par le courant.

Un cycliste imprudemment entraîné par le courant

Par ailleurs, à peu près au même endroit et dans le même temps, un cycliste, M. Al-

mable Ducourant, demeurant à Nieppe, hameau des Trois-Tilleuls, qui tentait de suivre la route de l'Epinelette, à travers la nappe d'eau qui s'élevait à environ un mètre de haut, fut entraîné par la flot à une cinquantaine de mètres du pont d'Erquinghem; cet homme, venant pour lui, un marinier, blessé du fait, put, au prix de bien des difficultés,

DANS LE PAS-DE-CALAIS

A Bruay-les-Mines

D'heure en heure la situation tragique de la partie de la ville de Bruay, envahie par les eaux, s'améliore. Cinq pompes sont en activité nuit et jour. Mardi soir, dans la casquette formée par le quartier sinistré, on a enregistré une baisse de niveau d'à peu près un mètre. Contrairement à ce qui a été dit, on peut espérer l'assèchement complet avant la fin de la semaine.

Il est question de la création d'une ligne de sinistres, pour la recherche des responsabilités et conséquemment, pour une action en réparations en justice.

A Lillers

Par suite de la crue de la Nave, plusieurs quartiers de Lillers ont été inondés. Ce sont ceux de l'Épingle de Bois et du Bourg d'Aval. Aux endroits les plus touchés, il y avait mardi matin, deux mètres d'eau. Une vingtaine d'habitations ont été évacuées. Les eaux commencent à baisser également à Lillers et on peut espérer voir les sinistres reprendre possession de leur demeure dans deux ou trois jours.

A Aire-sur-la-Lys

Les cours d'eau de la région d'Aire, le Marcyk, la Mille ont débordé comme la Lys d'ailleurs.

La municipalité a pris aussitôt toutes les mesures pour mettre à l'abri les habitants des rues des Tripiers, du Doyen, de Brabant.

Plusieurs cultivateurs du hameau de Longlet ont dû évacuer leurs demeures.

Dans la région de Bonlogne

Depuis plus de vingt-quatre heures, la tempête a cessé et les inondations de la vallée de la Liane sont terminées.

Divers chaudières bouillonnantes, au sujet desquelles on était inquiet, notamment l'« Éclair », du comptoir François Fogny et Fils, sont rentrés au port de Bonlogne.

EN BELGIQUE

Les appréhensions que l'on avait de voir, à la suite des dernières pluies, se renouveler les catastrophes de ces dernières années, s'évanouissent. La décrue est générale.

Dans le bassin de la Meuse

Le long de la Meuse, l'eau s'est retirée des endroits les plus bas de la route. A Hastière, qui se trouve dans un fond, les automobiles circulent facilement.

À Liège, la décrue est de 0 m. 15, à Visé de 0 m. 10. L'Ourthe descend aussi.

À Namur, mercredi, le fleuve s'était retiré et coulait à plein bord. La crue a été inférieure de 65 centimètres à celle de novembre dernier.

La Sambre a diminué à Namur, dans des proportions à peu près égales à celles de la Meuse. A Tannin, le fleuve s'était retiré d'environ un mètre. La crue a été également moins importante que celle de novembre et la rivière ne tardera pas à réintégrer ses rives.

A Ostende

Le temps affreux de cette dernière semaine a jeté un profond perturbation dans le monde de la pêche maritime. Dimanche et lundi, le premier bassin de rombre, et la seconde étaient bondés de chaloupes de pêche; on avait pris la mer mais à qui la pêche avait fait rebrousser chemin.

Il a fallu la base de subsistance de la pêche de dotation du canal de Bruges à l'Escaut, à son débouché dans la mer, à Slykens, pour permettre l'évacuation des eaux de crue de la région nord de Bruges.

Les pluies diluviennes persistantes viennent d'amener le service de l'Etat compétent à